



Jean-Claude  
**Baury**  
suppléant

Danielle  
**Blasco**  
votre députée

## **La volonté de rassembler pour agir ensemble contre la finance et pour une vie meilleure!**

### *Madame, Monsieur,*

Les élections présidentielles viennent de s'achever avec l'élection d'E. Macron, défenseur des profits des grands groupes et des marchés financiers. La nomination d'un Premier ministre de droite, de ministres de l'Économie et des Budgets publics élus et personnalités de droite, confirme son ancrage à droite.

Il annonce la couleur sur ses orientations et ses objectifs politiques :

- liquidation par ordonnances du Code du travail et des protections des salariés pour sécuriser les profits des entreprises ;
- 60 milliards de baisses nouvelles des dépenses publiques et sociales sur le quinquennat, dont 10 sur les collectivités locales ;
- 120 000 emplois des services publics supprimés ;
- baisse de l'impôt sur la fortune ;
- augmentation de la CSG pour les actifs et les retraités ;
- mise en cause de la retraite et de la Sécurité sociale pour financer les allègements de « charges » des entreprises.

Quant aux salariés, aux jeunes et aux retraités, ils resteront à la peine ! Pire, E. Macron l'a dit dans son discours d'intronisation, il ne leur cédera rien, il ne fera pas de compromis. En vérité, indulgent avec les profits du grand patronat, dur avec les salariés, E. Macron ne propose rien d'autre que la politique mise en œuvre depuis plus de trente ans. On connaît les résultats. C'est toujours davantage de difficultés, d'injustices et d'inégalités. Au fond, c'est l'art de faire du vieux avec un jeune.

#### **Ensemble décidons de notre avenir.**

Au second tour de l'élection présidentielle, nous avons été des millions à être privés d'un vrai choix. Nous avons dû faire barrage au FN, et réussi.

C'est tant mieux, la bataille doit se poursuivre.

Les 11 juin et 18 juin, nous pouvons ensemble nous donner les moyens de choisir notre avenir. Par ce scrutin, vous aurez la possibilité de résister et de construire, en donnant de la force aux candidats qui partagent l'exaspération et refusent de subir la politique des marchés financiers, qui veulent s'opposer aux projets de régression de la droite et de l'extrême droite en proposant d'autres choix en faveur d'une politique nouvelle, en proposant d'autres choix en faveur d'une politique nouvelle d'émancipation humaine.

En choisissant le bulletin Danielle Blasco, Jean-Claude Baury, vous élirez une femme, un homme de combats. Militants syndicaux, associatifs et politiques de terrain, une femme, un homme honnêtes, intègres, engagés depuis longtemps dans les luttes sociales de notre département.

Debout et fidèles aux valeurs de justice sociale, d'égalité, de liberté et de fraternité, nous portons les idéaux de la gauche transformatrice, progressiste, laïque et républicaine. Celle qui se bat pour construire un modèle social affranchi des logiques de concurrence et de rentabilité financière immédiate du grand capital, émancipé du pouvoir de la finance.

C'est à l'Assemblée nationale que se débattent les choix qui concernent notre vie quotidienne.

Il faudra donc des voix fortes à l'Assemblée nationale, qui ne transigent pas sur les besoins essentiels des citoyens, si nous ne voulons pas revivre les désastres des quinquennats passés. Il faut des députés qui devront être utiles à la population pour cela.

## Quelques-unes de nos priorités pour une France solidaire

Communiste, mon action est fondée sur les préoccupations sociales, l'emploi, le pouvoir d'achat. Cela suppose de s'attaquer aux marchés financiers et de s'orienter vers de nouveaux choix, en rupture avec les politiques menées par les gouvernements successifs et actuel.

### Emploi

Mise en œuvre d'une politique de sécurisation des trajectoires de vie professionnelle. Nous engagerons la création d'un service public de l'emploi et de la formation pour éradiquer le chômage et la précarité.

Nous donnerons de nouveaux pouvoirs aux salariés dans les entreprises et sur les banques pour y parvenir. Nous créerons les outils de financement des PME-TPE pour les émanciper de la prédation des grands groupes et des marchés financiers.

Nous lutterons contre l'évasion fiscale et les aides sans contrepartie aux entreprises.

### Pouvoir d'achat

Nous augmenterons le SMIC à 1 800 € bruts, en début de mandat, pour le faire croître jusqu'à 1 800 € nets en fin de mandat.

Nous supprimerons la TVA sur les produits de première nécessité. Nous exigerons le vote au Sénat de la loi Chassaigne sur la revalorisation des retraites agricoles à 85 % du SMIC, le plafonnement du salaire des grands patrons (écart de 1 à 20 avec le plus petit salaire).

### Services publics

Lutter contre la fraude fiscale (80 milliards par an) pour financer les services publics (santé, école, culture, logement, transports...)

Lutter contre l'arrêt des baisses des dépenses publiques et des dotations aux collectivités locales.

Nécessité de développement des services publics utiles à la

population (santé, logements, transports, poste...)

Arrêt des expulsions, des coupures d'eau et d'électricité. Lever les menaces qui pèsent sur notre offre de soins, sur nos écoles.

### Agriculture

Assurer aux agriculteurs un prix juste pour leur production qui permette de rémunérer leur travail et de nourrir sainement les femmes et les hommes. Appuyer la transition écologique et la création d'emplois dans le secteur agricole.

Agir pour une ambitieuse politique agricole répondant à la satisfaction des besoins alimentaires.

Produire, fabriquer, transformer et commercialiser en Lot-et-Garonne.

Au niveau européen, agir pour l'adoption d'une politique agricole commune cohérente avec l'objectif de souveraineté alimentaire centrée sur la production sur les besoins intérieurs.

### Environnement

Favoriser et développer les circuits courts

Développer les énergies renouvelables, bois, énergie photovoltaïque... sur le territoire.

Faire de l'environnement une source d'emplois, de richesses et d'avenir pour le département, comme pour le pays.

### Égalité femmes hommes

Création d'un ministère des Droits de la femme avec l'exigence, dès la première année, de propositions favorisant l'égalité dans tous les secteurs (parité, petite enfance, professionnel...)

### Où trouver l'argent ?

- 60 milliards d'euros par an d'impôts sur les bénéfices des sociétés échappent au pays. C'est l'évasion fiscale. Il faut se donner les moyens publics, humains et techniques, de la lutte contre les fraudeurs fiscaux.

- Pourtant, les entreprises bénéficient sans contreparties en emplois ou en investissements réels, dans le même temps, de près de 200 milliards d'euros par an d'allègements et d'exonérations fiscales et sociales de toutes sortes. (Des exonérations de cotisations sociales patronales au CICE), sans que l'on sache vraiment quels effets ces aides et subventions ont sur l'emploi. Il faut évaluer l'opportunité de ces subventions et les conditionner à la création d'emplois.

- Pour la seule année 2015, les entreprises ont dû prélever sur la richesse produite pas moins de 313,7 milliards d'euros pour rémunérer leurs actionnaires et leurs banquiers. Le coût du capital n'est utile qu'à enrichir la finance. C'est bien plus que le supposé « coût du travail » (185 milliards de cotisations patronales la même année) qui, lui, crée des richesses. Il faut lutter contre le coût du capital en permettant aux entreprises, particulièrement les PME-TPE, de pouvoir bénéficier de crédits à l'investissement et à la trésorerie à bas coût (taux de crédits proches de zéro), si elles s'engagent à créer de l'emploi et à développer les qualifications et les salaires.

- Tout cela suppose, d'une part, une réforme de la fiscalité des entreprises pour en faire un outil utile à la création d'emplois et pas à la hausse des profits financiers, et d'autre part, la constitution d'un pôle public financier pour assurer un financement des investissements de développement qui favorise la croissance de l'emploi et non des produits financiers. Utiliser l'argent des banques et l'argent public pour les mettre vraiment au service de l'emploi et de la croissance, cela implique aussi de donner des pouvoirs nouveaux aux salariés dans les entreprises et aux citoyens sur les territoires.

Relancer la croissance, c'est avant tout développer l'emploi, c'est sécuriser la vie des gens.

**Les 11 et 18 juin prochains, ne les laissons pas choisir notre avenir. Faisons entendre notre voix à l'Assemblée nationale. Rassemblons-nous dans notre diversité pour faire entendre haut et fort notre voix et faire respecter notre dignité.**

*Choisissons le bulletin de vote*  
**Danielle Blasco, Jean-Claude Baurry**  
candidats présentés par le PCF, membre du Front de gauche.